

**Assemblée générale**

Distr. générale
21 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 163 de l'ordre du jour
Financement de l'Opération hybride
Union africaine-Nations Unies au Darfour

**Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017
au 30 juin 2018 de l'Opération hybride
Union africaine-Nations Unies au Darfour**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2015/16	1 102 164 700
Dépenses de 2015/16	1 044 116 100
Solde inutilisé de 2015/16	58 048 500
Crédit ouvert pour 2016/17	1 039 573 200
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 ^a	1 039 573 200
Montant estimatif du solde inutilisé de 2016/17 ^a	0
Projet de budget du Secrétaire général pour 2017/18	1 032 122 700
Recommandation du Comité consultatif pour 2017/18	1 016 716 500

^a Montant estimatif au 31 janvier 2017.



I. Introduction

1. Les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires figurant dans les paragraphes 37, 38, 40, 41, 42, 45, 48, 49, 53, 58, 59 et 60 plus bas se traduiraient par une réduction de 15 406,200 dollars du projet de budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018. On trouvera également, dans les paragraphes qui suivent, les recommandations et observations que le Comité a jugé utile de faire sur certaines questions.

2. Aux fins de son examen des questions concernant le financement de la MINUAD, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 20 avril 2017. La liste des documents que le Comité a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la MINUAD est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports correspondants du Comité ses observations détaillées et ses recommandations concernant les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/845 et A/71/836). Celles que le Comité des commissaires aux comptes a formulées concernant plus particulièrement la MINUAD sont examinées aux paragraphes 12 à 14 plus bas.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

3. Par sa résolution 69/261 B, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 1 102 164 700 dollars (montant net : 1 078 196 200 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Le montant brut total des dépenses de l'exercice s'est établi à 1 044 116 100 dollars (montant net : 1 020 075 000 dollars), soit 58 048 500 dollars (montant net : 58 121 100 dollars) de moins que le crédit ouvert par l'Assemblée, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 94,7 %.

4. Le tableau figurant à la section III.A du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (A/71/642) indique que la sous-utilisation des crédits est directement imputable à la réduction des dépenses afférentes au personnel civil (23 555 900 dollars) et des dépenses opérationnelles (39, 812 000 dollars), contrebalancée par un dépassement de crédits au titre du personnel militaire et de police (5 319 300 dollars). L'analyse des écarts figure à la section IV du rapport du Secrétaire général.

5. L'augmentation des dépenses au titre des militaires et du personnel de police (5 319 300 dollars, soit 1,0 %) est le résultat net des éléments suivants :

a) Dépenses supérieures aux prévisions au titre des contingents : i) le remboursement au titre du personnel militaire et du soutien logistique autonome, essentiellement en raison d'un taux de vacance de postes inférieur aux prévisions (9,4 %, contre 13 % inscrit au budget); ii) le versement d'une indemnité de subsistance (missions) à taux plein à des officiers d'état-major et de liaison qui n'étaient pas logés dans des locaux fournis par la MINUAD; et iii) le fret et le

déploiement du matériel appartenant aux contingents; dépassement compensé en partie par des dépenses inférieures aux prévisions pour les voyages, le déploiement et la relève et la diminution des dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents ([A/71/642](#), par. 89);

b) Dépenses supérieures aux prévisions au titre de la Police des Nations Unies : i) les relèves; et ii) le versement d'une indemnité de subsistance (missions) à taux plein à des agents de police qui n'étaient pas hébergés dans des logements fournis par la MINUAD (*ibid.*, par. 90);

c) Dépenses inférieures aux prévisions au titre des unités de police constituées en raison des coûts de rotation moins élevés de trois unités et de la diminution des dépenses de soutien logistique autonome (*ibid.*, par. 91).

6. S'agissant du personnel civil, la sous-utilisation des crédits (23 555 900 dollars, soit 8,5 %) est le résultat direct de dépenses inférieures aux prévisions au titre des catégories suivantes :

a) Personnel recruté sur le plan international : essentiellement en raison de l'augmentation combinée¹ du taux de vacance de postes effectif de 19 %, contre un taux budgétisé de 5 %, principalement du fait des problèmes de visa, et du nombre de fonctionnaires internationaux qui ont quitté l'Opération pendant l'exercice (*ibid.*, par. 92);

b) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : essentiellement parce que les dépenses afférentes au personnel temporaire recruté sur le plan national inscrites à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) ont été comptabilisées à la rubrique Personnel recruté sur le plan national, ce qui a été compensé en partie par une augmentation des dépenses en raison d'un taux moyen effectif de vacance de postes inférieur aux prévisions pour les agents recrutés sur le plan international dont les postes sont financés au titre du Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (15,8 % contre 30 % inscrits au budget) (*ibid.*, par. 95).

7. Ces dépenses ont été en partie contrebalancées par une augmentation des dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national du fait essentiellement : a) des traitements et des contributions du personnel par suite de l'application du barème révisé des traitements des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national, qui a entraîné des augmentations de 34 % et 45 %, respectivement, à compter du 1^{er} septembre 2015; b) des dépenses communes de personnel, en raison du versement d'indemnités de cessation de service à la suite de la suppression de 475 postes de fonctionnaires recrutés sur le plan national, avec effet au 31 décembre 2015; c) des montants accumulés dus pour les heures supplémentaires au personnel de sécurité qui a cessé son service le 31 décembre 2015 (*ibid.*, par. 93).

8. Le Secrétaire général rappelle que la première phase de l'exercice de rationalisation de la composante civile, comprenant la suppression de 784 postes (207 postes internationaux, 257 postes nationaux et 320 postes de Volontaire des Nations Unies), a été menée à bien durant l'exercice 2014/15 (voir [A/70/742/Add.6](#), par. 15). En ce qui concerne l'exercice 2015/16, le Secrétaire général indique que la MINUAD a exécuté la deuxième phase de cet exercice, donnant lieu à la suppression de 476 postes, qui s'inscrivait dans le cadre de la réorganisation des postes de la Division de l'appui à la mission, conformément à la stratégie globale d'appui aux missions (voir [A/71/642](#), par. 36).

¹ Cela concerne l'ensemble des taux de vacance de postes de la MINUAD et du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

9. S'agissant des dépenses opérationnelles, le montant inférieur aux prévisions de 39 812 000 dollars (soit 14,6 %) est le résultat net de la diminution des dépenses au titre des rubriques suivantes :

a) Installations et infrastructures (21 529 400 dollars ou 25,1 %) : essentiellement en raison : i) de la réduction des coûts moyens effectifs de carburant pour les groupes électrogènes; ii) de l'inscription des ressources nécessaires aux vacataires à la rubrique Installations et infrastructure, au titre de services divers, fournitures et matériel; iii) du recours moins fréquent que prévu aux forces de sécurité spéciales du Gouvernement soudanais par la MINUAD; et iv) de l'annulation de certains services d'architecture et de démolition prévus (ibid., par. 99);

b) Transports aériens (15 784 600 dollars, soit 16,3 %) : en raison essentiellement : i) du non-déploiement de quatre hélicoptères de manœuvre militaires; ii) de la diminution des coûts de location d'avions, du fait du remplacement d'un avion par un autre loué à moindre frais; iii) du nombre d'heures de vol moins important que prévu en raison principalement de mauvaises conditions météorologiques et de restrictions de vol; et iv) des dépenses de carburant et lubrifiant inférieures aux prévisions du fait d'une moindre consommation et d'une baisse du coût du carburant; la sous-utilisation des crédits a été compensée en partie par le règlement de factures pour cinq hélicoptères remontant à des exercices antérieurs (ibid., par. 101); et

c) Communications (10 008 000 dollars, soit 38,7 %) : en raison essentiellement : i) des dépenses moins importantes que prévu pour les services Internet; ii) de la réduction des frais de communication vocale grâce à une utilisation accrue de la téléphonie par Internet; iii) de la réduction des dépenses au titre des pièces de rechange; iv) des dépenses moins importantes que prévu pour les services d'information, l'impression et la reproduction; et v) de l'inscription initiale des dépenses au titre des répéteurs de satellite et du projet de centralisation du réseau radio à ressources partagées sous la rubrique Communications, alors que certaines d'entre elles ont été comptabilisées sous la rubrique Informatique (ibid., par. 103).

10. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses aux rubriques suivantes :

a) Voyages (807 400 dollars, soit 17,4 %) : en raison essentiellement : i) des nouvelles mesures de médiation pour mettre en œuvre le Document de Doha pour la paix au Darfour; ii) des activités de protection des civils; et iv) de la fourniture d'un appui opérationnel par la Division de l'appui à la mission. Le dépassement des crédits a été en partie compensé par la diminution des dépenses au titre des voyages de formation, les activités de formation étant de plus en plus organisées dans la zone de la mission et en ligne (ibid., par. 98);

b) Informatique (2 178 800 dollars, soit 13 %) : en raison essentiellement de l'inscription initiale des dépenses au titre des répéteurs de satellite et du projet de centralisation du réseau radio à ressources partagées à la rubrique Communications, alors que certaines d'entre elles ont été comptabilisées à la rubrique Informatique. Le dépassement des crédits a été en partie compensé par le retard pris dans la mise à exécution de certains projets informatiques centralisés et des dépenses inférieures aux prévisions au titre des pièces de rechange et des fournitures (ibid., par. 104); et

c) Fournitures, services et matériel divers (3 713 800 dollars, soit 13,3 %) : en raison essentiellement de l'inscription sous diverses catégories des dépenses engagées relativement aux vacataires recrutés sur le plan national, alors que certaines d'entre elles étaient comptabilisées à la rubrique Fournitures, services et

matériel divers. Le dépassement des crédits a été en partie contrebalancé par : i) la réduction des frais bancaires, en raison de la diminution des opérations par suite de la mise en service d'Umoja; ii) la diminution des coûts de fret du fait de l'utilisation accrue du matériel appartenant à l'Opération; et iii) l'inscription des honoraires de formation à la rubrique Fournitures, services et matériel divers, alors que certaines dépenses ont été comptabilisées à la rubrique Consultants (ibid., par. 106).

11. Le Comité consultatif craint qu'une comptabilisation erronée et incohérente empêche la comparaison et l'analyse correctes de l'évolution des dépenses de l'Opération. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur la question figurent également dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

Questions liées au rapport du Comité des commissaires aux comptes

12. Dans l'examen des rapports du Secrétaire général sur le financement de la MINUAD, le Comité consultatif était saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 ([A/71/5](#) (Vol. II), chap. II). S'agissant des méthodes de gestion des déchets de la MINUAD, le Comité a constaté des pratiques inadéquates, notamment concernant l'élimination des déchets de construction, de la ferraille, des pneus usés, du vieux matériel de bureau et des matériaux de construction, dont certains étaient encore dans leur emballage d'origine depuis l'exercice 2008/09 (ibid., par. 376). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que ces matériaux de construction avaient été acquis dans le cadre des préparatifs pour le transfert au Gouvernement soudanais des anciens camps de la Mission de l'Union africaine au Soudan et, qu'ayant été jugées incompatibles avec les bâtiments préfabriqués de l'ONU, seraient enlevés d'ici au 30 juin 2017. Les observations du Comité consultatif sur les questions d'environnement figurent au paragraphe 66 plus bas et dans son rapport sur ses observations et recommandations sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

13. S'agissant de l'élaboration et de la gestion du budget, le Comité a insisté sur le fait qu'il fallait établir des budgets réalistes, cohérents et fiables, et constaté dans plusieurs missions des écarts d'au moins 5 % dans la sous-utilisation des crédits, notamment à la MINUAD qui, tel qu'indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, affichait une sous-utilisation des crédits d'environ 58 millions de dollars de moins que le montant approuvé par l'Assemblée générale ([A/71/5](#) (Vol. II), chap. II, par. 61 à 64). Dans ce même rapport, le Comité consultatif formule d'autres observations sur l'élaboration du budget ([A/71/836](#)).

14. On trouvera dans les paragraphes suivants, relatifs au rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de l'Opération pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, les observations et recommandations du Comité consultatif sur les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget concernant les divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

15. Le Comité consultatif a aussi été informé qu'au 2 mars 2017, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUAD depuis sa création s'établissait à 14 214 312 000 dollars. Les paiements reçus à cette date s'élevaient à 14 114 668 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 99 644 000 dollars. Au 27 février 2017, le solde de trésorerie de la MINUAD se montait à 574 180 000 dollars, après constitution d'une réserve de trésorerie

correspondant à trois mois de dépenses, soit 184 161 000 dollars, le reliquat disponible étant de 390 019 000 dollars.

16. En outre, le Comité a été informé qu'au 31 décembre 2016, les montants remboursés au titre des contingents jusqu'au 31 octobre 2016 s'élevaient à 231 406 000 dollars et que 58 100 000 dollars avaient été versés en mars 2017 pour la période allant du 1^{er} novembre au 31 janvier 2017. Au 31 décembre 2016, les montants remboursés en 2016 au titre du matériel appartenant aux contingents s'élevaient à 152 651 000 dollars jusqu'en septembre 2016 et le montant dû était de 54 763 000 dollars.

17. En ce qui concerne les demandes d'indemnisation pour décès ou invalidité, au 31 janvier 2017, un montant de 7 030 000 dollars avait été versé depuis la création de la MINUAD au titre de 162 demandes; il restait encore quatre demandes de paiement à traiter. **Le Comité consultatif compte que toutes les demandes en instance seront réglées rapidement.**

18. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2017, le tableau des effectifs civils et militaires de la MINUAD s'établissait comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé/ approuvé^a</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	147	140	4.8
Contingents	15 698	13 650	13.0
Police des Nations Unies	1 583	1 505	4.9
Unités de police constituées	1 820	1 963	(7.9)
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	856	748	12.6
Administrateurs recrutés sur le plan national	211	168	20.4
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	1 993	1 909	4.2
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)			
Personnel recruté sur le plan international	17	16	5.9
Personnel recruté sur le plan national	80	77	3.8
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	163	135	17.2
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	4	4	
Personnel fourni par les gouvernements	6	6	—

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

19. En ce qui concerne les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 janvier 2017 les dépenses s'élevaient à 708 402 800 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait être égal au crédit ouvert de 1 039 573 200 dollars, soit 100 % du budget approuvé.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

A. Mandat et résultats attendus

20. Le mandat de la MINUAD a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1769 \(2007\)](#). Celui-ci l'a prorogé dernièrement jusqu'au 30 juin 2017, dans sa résolution [2296 \(2016\)](#). L'Opération a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à un règlement politique viable et d'assurer une sécurité durable au Darfour (voir [A/71/775](#), par. 2).

21. On trouvera dans les paragraphes 8 à 36 du rapport du Secrétaire général sur le budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/775](#)) les hypothèses budgétaires et les activités d'appui de la mission ainsi que la coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional pour la période 2017/18. La MINUAD continuera de contribuer à un certain nombre de réalisations escomptées au titre de son mandat, en obtenant des résultats clefs dans les domaines suivants : a) appui au processus de médiation; b) protection des civils; c) appui au règlement des conflits communautaires par la médiation, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, notamment par l'adoption de mesures de lutte contre les causes profondes de ces conflits. Elle continuera également de maintenir des communications bilatérales et multilatérales, y compris des réunions avec un large éventail d'acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

22. La MINUAD continuera de recevoir un appui du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) dans les domaines suivants : entrée en fonctions et cessation de service, prestations et états de paie, paiement des fournisseurs, voyages autorisés au titre des avantages du personnel et déplacements professionnels, traitement des demandes de prestations (indemnités pour frais d'études et remboursement des frais de voyage en mission), services de caisse, services de formation et de conférence, transports et contrôle des mouvements et services informatiques. Le Secrétaire général indique également que la mission continuera d'utiliser le Bureau régional d'achat d'Entebbe pour rationaliser les services d'achat dans les régions de l'Afrique centrale et orientale et qu'à cet effet, celui-ci disposera de cinq postes (1 P-3 et 4 G), qui relèveront de la Division des achats du Département de la gestion, conformément à la résolution [69/273](#) de l'Assemblée générale. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur le Centre de services régional figurent également dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

23. S'agissant de l'appui à la mission, le Secrétaire général indique dans son rapport sur le budget que la MINUAD continuera d'aligner la Division de l'appui sur les principes énoncés dans la stratégie globale d'appui aux missions et, dans ce contexte, propose la redistribution de plusieurs sections et des modifications du tableau d'effectifs (voir par. 34 à 39 plus bas). Il indique également que la MINUAD continuera de dépendre fortement des services aériens pour assurer le transport de son personnel et de ses moyens logistique au Darfour, et qu'elle conservera 5 avions et 17 hélicoptères (4 hélicoptères militaires de transport moyen et 13 hélicoptères civils faisant l'objet de contrats commerciaux), soit une diminution proposée de deux hélicoptères par rapport à l'exercice 2016/17. Dans le domaine de l'informatique, la MINUAD continuera de mettre l'accent sur l'amélioration du raccordement aux progiciels de gestion intégrée mis en service à l'échelle de l'Organisation (Field Support Suite, Umoja, Inspira, Cosmos, le système électronique de gestion des carburants et le système électronique de gestion

des rations). En outre, au cours de l'exercice 2017/18, l'Opération compte entreprendre un certain nombre d'initiatives dans le domaine de l'environnement (voir par. 64 plus bas).

24. Les paragraphes 37 à 43 du rapport sur le projet de budget pour l'exercice 2017/18 présentent des données détaillées en ce qui concerne les partenariats et la coordination des équipes de pays. Le Secrétaire général indique que, conformément à la résolution [2063 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité, le cadre stratégique intégré relatif à l'appui que le système des Nations Unies apporte à la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour demeurera le principal mécanisme de coordination interinstitutions des activités relatives à la prise de décisions et à la planification menées par les entités du système des Nations Unies. En outre, la MINUAD et l'équipe de pays des Nations Unies continueront d'organiser tous les deux mois des réunions de coordination de haut niveau, notamment en ce qui concerne le transfert à terme de ces activités pour lesquelles l'équipe de pays a un avantage comparatif, conformément à la résolution [2296 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le transfert des tâches avançait dans le domaine de l'état de droit, le transfert du portefeuille de l'aide juridique de la MINUAD au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) devant s'achever d'ici à la fin de l'exercice 2016/17.

25. Le Secrétaire général indique également que la MINUAD continuera de collaborer avec le PNUD dans plusieurs domaines, notamment les projets de stabilisation des communautés. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'en 2015/16, la MINUAD a lancé deux projets de ce type, dont 12 sous-projets à Oum Barou (Darfour septentrional) et Tandelti (Darfour-Ouest), dans des domaines tels que les moyens de subsistance, l'éducation, la construction de centres de santé, la formation professionnelle et l'état de droit, destinés à aider directement 1 252 personnes et plus de 3 500 autres en général. Le Comité a également été informé que pendant la période en cours, cinq projets de stabilisation des communautés, dont 32 sous-projets, avaient été approuvés pour exécution dans 14 localités dans les cinq États du Darfour et en étaient à divers stades d'exécution, et qu'au cours de l'exercice 2017/18, ces projets s'étendront aux zones de retour des personnes déplacées.

Examen stratégique

26. Le Comité consultatif rappelle les observations qu'il a formulées au sujet de l'examen stratégique de 2014 et d'une stratégie de retrait lancée avec la mise en place d'un groupe de travail mixte en 2015, en application de la résolution [2173 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité (voir [A/70/742/Add.6](#), par 26). Il note que le Secrétaire général indique, au paragraphe 59 de son rapport sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ([S/2017/250](#)), que, en application de la résolution [2296 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité et du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine daté du 13 juin 2016, l'ONU et l'Union africaine ont poursuivi, dans le cadre des travaux du groupe de travail mixte, leurs consultations avec le Gouvernement soudanais concernant la réalisation des objectifs de la MINUAD devant servir de base au plan de retrait. Au paragraphe 60 du même rapport, le Secrétaire général indique qu'un rapport conjoint de l'Union africaine et de l'ONU sur le dernier examen stratégique, commencé le 5 mars 2017, serait présenté au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et au Conseil de sécurité d'ici au début du mois de mai. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le projet de budget pour l'exercice 2017/18 est fondé sur le mandat de la MINUAD, adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2296 \(2016\)](#). **Le Comité consultatif espère qu'à la suite de l'examen par le**

Conseil de sécurité du rapport susmentionné prévu en mai 2017, le Secrétaire général examinera les besoins de la MINUAD à la lumière de toutes décisions qui pourraient être prises par le Conseil et présentera un budget révisé, selon qu'il conviendra.

B. Ressources nécessaires

27. Le projet de budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 s'élève à 1 032 122 700 dollars (montant brut), soit une diminution de 7 450 500 dollars (0,7 %) par rapport au crédit de 1 039 573 200 dollars (montant brut) ouvert pour l'exercice 2016/17. La diminution des ressources demandées pour 2017/18 s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil (5 821 200 dollars, soit 2,3 %) et des dépenses opérationnelles (6 822 400 dollars, soit 3,0 %). Elle est partiellement compensée par une augmentation des dépenses au titre des militaires et du personnel de police (5 193 100 dollars, soit 0,9 %). Une analyse des variations pour l'exercice 2017/18 figure à la section III du projet de budget du Secrétaire général ([A/71/775](#)).

28. La diminution des ressources demandées par la MINUAD pour 2017/18 s'explique principalement par les éléments ci-après :

a) Une diminution des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan international (3 894 400 dollars, soit 2,4 %), due à l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel inférieur (91,9 % des traitements nets pour l'exercice 2017/18, contre 97,8 % pour 2016/17) et la proposition de supprimer trois postes faisant l'objet d'un recrutement international et d'en transformer 27 autres en postes d'administrateur et d'agent des services généraux recrutés sur le plan national. Ces économies sont en partie contrebalancées par l'application d'un taux de vacance de postes de 13 % en 2017/18, contre 15 % en 2016/17 (*ibid.*, par. 107, et par. 33 à 43 ci-dessous);

b) Une diminution des dépenses prévues au titre des Volontaires des Nations Unies (2 031 900 dollars, ou 20,9 %), due à l'application d'un taux de vacance de postes de 16 % pour 2017/18, contre 5 % pour 2016/17, et à la baisse des dépenses prévues au titre de l'indemnité de subsistance des Volontaires, des dépenses de préparation au départ et des voyages dans les familles (*ibid.*, par. 109, et par. 42 ci-dessous);

c) Une diminution des dépenses prévues au titre des installations et infrastructures (1 065 600 dollars, soit 1,6 %), principalement imputable à la diminution des dépenses en carburant, huile et lubrifiants liée à la baisse du coût du carburant nécessaire aux groupes électrogènes et à la diminution des ressources demandées au titre des services de sécurité destinés au personnel autre que le personnel civil résidant parmi la population locale, en raison de la disponibilité de logements dans les locaux de la MINUAD. Ces économies sont cependant atténuées par une augmentation des ressources demandées au titre de : a) l'achat de 20 groupes électrogènes lourds de remplacement; b) l'achat de deux stations de traitement des déchets respectueuses de l'environnement; c) la location de matériel de bureau (*ibid.*, par. 112, et par. 51 à 54 ci-dessous);

d) Une diminution des dépenses prévues au titre des transports terrestres (1 205 300 dollars, ou 10,9 %), liée à l'acquisition prévue de six véhicules de remplacement (*ibid.*, par. 113, et par 55 à 57 ci-dessous);

e) Une diminution des dépenses prévues au titre des opérations aériennes (2 219 400 dollars, soit 2,9 %), principalement liée à la baisse des dépenses en carburant, huile et lubrifiants en raison de la réduction du volume de combustible

prévu et à la suppression de deux hélicoptères. Ces économies étant en partie contrebalancées par la hausse du coût du carburant d'aviation et la hausse des coûts garantis de la flotte d'hélicoptères (ibid., par 114);

f) Une diminution des dépenses prévues au titre des communications (3 226 700 dollars, soit 14,9 %) liée à la baisse des tarifs contractuels des services Internet et à la suppression d'une ligne louée à l'appui de la réplication des données, qui a été remplacée par un réseau privé virtuel (ibid., par. 115, et par. 58 ci-dessous);

g) Une diminution des dépenses prévues au titre de l'informatique (344 600 dollars, soit 2,9 %) liée à une réduction des besoins en pièces de rechange et fournitures, due au remplacement du matériel obsolète (ibid., par. 116, et par. 60 ci-dessous).

29. La diminution des ressources demandées au titre des rubriques susmentionnées est en partie contrebalancée par une augmentation des crédits demandés, principalement pour les fournitures, services et matériel divers (1 386 600 dollars, soit 4,5 %), en raison des frais de transit (service assuré par un sous-traitant) du matériel transporté de Port Soudan vers différentes destinations au Darfour (ibid., par. 118, et par. 61 ci-dessous).

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2016/17^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	147	147	–
Contingents	15 698	15 698	–
Police des Nations Unies	1 583	1 583	–
Unités de police constituées	1 820	1 820	–
Total	19 248	19 248	–

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

30. Pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, les prévisions de dépenses au titre des militaires et du personnel de police s'établissent à 561 785 700 dollars, soit une augmentation de 5 193 100 dollars (0,9 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2015/16.

31. Le Secrétaire général indique que la hausse des ressources demandées pour la police des Nations Unies s'explique par l'application d'un coefficient délais de déploiement inférieur (9 % pour l'exercice 2017/18, contre 13 % pour 2016/17) et que l'augmentation des ressources demandées au titre des unités de police constituées tient à la hausse du taux unique de remboursement aux pays fournissant des unités qui, en application de la résolution 68/281 de l'Assemblée générale, passe à 1 410 dollars par mois à compter du 1^{er} juillet 2017 (contre le taux de 1 365 dollars par mois pour l'exercice 2016/17, appliqué depuis le 1^{er} juillet 2016). Cette augmentation est en partie compensée par la baisse des dépenses estimées au titre des vols affrétés aux fins des déplacements pour la relève. L'augmentation des crédits demandés est en partie compensée par la réduction des dépenses prévues pour les contingents par rapport à 2016/17, principalement en raison de l'application d'un coefficient délais de déploiement supérieur (13 % pour l'exercice 2017/18, contre 3 % pour 2016/17), cette réduction étant cependant à son tour contrebalancée par le taux plus élevé de remboursement aux pays fournisseurs de contingents. En outre, les ressources demandées au titre des contingents tiennent

compte d'un ajustement au titre du matériel appartenant aux contingents d'un montant estimé à 12,6 millions de dollars, du fait des réductions appliquées pour non-déploiement, déploiement retardé ou déploiement de matériel non fonctionnel appartenant au contingent, conformément à la résolution 67/261 de l'Assemblée générale (ibid., par. 104).

32. Le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des militaires et du personnel de police pour l'exercice 2017/18 soient approuvées.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2016/17</i>	<i>Effectif proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	856	826	(30)
Personnel recruté sur le plan national ^a	2 204	2 229	25
Volontaires des Nations Unies	167	167	0
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	97	97	0
Personnel fourni par des gouvernements	6	6	0
Total	3 330	3 325	(5)

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

33. Pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil s'élève à 252 506 000 dollars, soit une diminution de 5 821 200 dollars (2,3 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2016/17. Les modifications du tableau d'effectifs proposées pour chaque bureau sont décrites aux paragraphes 44 à 87 du rapport du Secrétaire général et récapitulées à l'annexe I du présent rapport.

34. Le Secrétaire général propose de modifier la structure organisationnelle et hiérarchique de la Division de l'appui à la mission afin de la rendre conforme aux principes de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les changements proposés sont présentés dans la figure 1 du rapport du Secrétaire général et comprennent un rééquilibrage entre le Bureau du Directeur de l'appui à la mission, le Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission et le Bureau du Responsable du pôle administratif. Il est également proposé de scinder la Section de la mobilité en deux sections indépendantes, à savoir la Section des transports aériens et la Section des transports, et de créer une section de l'entreposage intégré autonome en restructurant la Section de l'entreposage intégré et de la gestion du matériel, y compris celui appartenant aux contingents.

35. La restructuration proposée par le Secrétaire général comporte une réduction nette de 5 postes et emplois de temporaire, dont la suppression de 5 postes, la réaffectation de 9 postes, le transfert de 616 postes et la transformation de 28 postes, comme suit (voir également l'annexe I du présent rapport) :

	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>SM</i>	<i>AN*</i>	<i>GN</i>	<i>VNU</i>	Total
Suppression					3		2		5
Réaffectation	2	3	1		1		2		9
Transfert	7	7	22	4	118	35	400	23	616
Transformation						6	22		28

* Personnel temporaire (autre que pour les réunions) compris.

36. En ce qui concerne la réaffectation de postes, le Comité consultatif note que selon la définition donnée à l'annexe I du rapport : a) une réaffectation de poste est proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine; b) il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe.

37. Le Comité consultatif estime que les nouvelles fonctions n'ont pas été suffisamment justifiées pour sept des neuf réaffectations proposées impliquant un changement de fonctions. Il s'agit notamment de la réaffectation de : a) un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) du Bureau de liaison de Khartoum en poste de réalisateur d'émissions radiophoniques à la Division de l'information et de la communication (ibid., par. 54); b) un poste de chef adjoint de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (P-5) au Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement en poste de responsable adjoint des services au Bureau du responsable des services (ibid., par. 80); c) un poste de logisticien (P-4) du Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement en poste de spécialiste de l'approvisionnement en carburant à la Section des services essentiels (ibid., par. 81); d) un poste d'agent de sécurité (Service mobile) à la Section de la sécurité et de la sûreté en poste d'assistant (planification des acquisitions) au Groupe de la planification des acquisitions (ibid., par. 85); e) un poste de spécialiste des finances et du budget (P-3) et deux postes d'assistant (budget et finances) au Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission en poste de spécialiste de la planification des acquisitions, pour le premier, et, pour les seconds, en postes d'assistant (planification des acquisitions) au Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat (ibid., par. 85). **En l'absence de justification détaillée à l'appui des nouvelles fonctions ou activités prioritaires au titre de ces postes, le Comité consultatif recommande la suppression des sept postes susmentionnés dont la réaffectation est proposée. Les dépenses opérationnelles correspondantes devront être ajustées en conséquence.**

38. En ce qui concerne la réaffectation du poste de coordonnateur (P-4) dans l'équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission en poste de spécialiste en chef de l'environnement dans le Groupe de la sécurité au travail et de l'environnement, qui est actuellement dirigé par un spécialiste de la sécurité au travail de la classe P-3, le Secrétaire général indique qu'il est essentiel que le Groupe soit dirigé par un spécialiste en chef des questions d'environnement de la classe P-4 afin de renforcer les fonctions liées à l'environnement (ibid., par. 77). En ce qui concerne la réaffectation du poste de fonctionnaire d'administration hors classe (P-5) aux bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission en poste de chef des transports aériens à la Section des transports aériens, le Secrétaire général indique que le titulaire sera chargé de fournir un appui logistique aux opérations aériennes après la scission de la Section de la mobilité (ibid., par. 79). **Le Comité consultatif recommande d'approuver la réaffectation proposée de ces deux postes en appliquant un taux de vacance de 50 % pendant la première année de la réaffectation. Les dépenses opérationnelles correspondantes devront être ajustées en conséquence.**

39. Le Comité consultatif examine la question de la réaffectation des postes dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (voir [A/71/836](#)).

40. Le Secrétaire général propose également de transformer 28 postes et emplois de temporaire, dont 27 postes de personnel recruté sur le plan international en 5 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 22 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, et de transformer un poste de

temporaire recruté sur le plan international en poste temporaire d'administrateur recruté sur le plan national (ibid., par. 108 et 110). **Le Comité consultatif recommande d'approuver la transformation proposée des postes susmentionnés, en appliquant un taux de vacance de 50 %.**

Personnel temporaire (autre que pour les réunions)

41. Pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, les dépenses prévues au titre du personnel civil comprennent un montant de 5 745 800 dollars pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions), soit une augmentation de 550,600 dollars (10,6 %) par rapport aux crédits ouverts à cette rubrique en 2016/17. Le Comité consultatif a demandé, sans les obtenir, des informations sur les emplois de temporaire déjà existants. **En l'absence d'information suffisante concernant les emplois de temporaire, le Comité recommande que le montant des crédits consacrés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour l'exercice 2017/18 soit maintenu au même niveau que pour l'exercice 2016/17, à savoir 5 195 200 dollars. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de veiller à ce que tous les emplois de temporaire, y compris ceux qui sont reconduits, soient justifiés dans les futures propositions budgétaires.** Le Comité prévoit de formuler de nouvelles observations sur la question du personnel temporaire (autre que pour les réunions) dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix ([A/71/836](#)).

Taux de vacance

42. Pour l'exercice 2017/18, les prévisions de dépenses au titre du personnel civil sont fondées sur un taux de vacance de postes de 13 % pour le personnel international, 25 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national, 5 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national, 16 % pour les Volontaires des Nations Unies, 7 % pour le personnel temporaire recruté sur le plan international, 4 % pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté sur le plan national et 1 % pour le personnel fourni par des gouvernements (ibid., par. 90). Le Comité consultatif a toutefois été informé qu'au 31 janvier 2017, le taux effectif pour 2016/17 était de 12,6 % pour le personnel international, de 4,2 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et de 17,2 % pour les Volontaires des Nations Unies. **Le Comité consultatif réaffirme que les taux de vacance retenus pour établir les budgets doivent être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux retenus pour établir les projets de budget sont différents des taux effectifs au moment de l'établissement du budget, il faut apporter, dans les projets de budget, des éléments qui justifient clairement le choix des taux utilisés (voir [A/70/742](#), par. 45).** Compte tenu des taux de vacance effectifs de l'Opération, le Comité consultatif recommande l'application d'un taux de vacance de postes de 18 % pour les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et, pour les nouveaux postes d'agent des services généraux nationaux et internationaux, un taux de vacance de postes de 50 %, comme indiqué aux paragraphes 37, 38, 40 et 41 ci-dessus. Les autres objets de dépense correspondants devraient être ajustés en conséquence.

43. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées ci-dessus aux paragraphes 37, 38, 40, 41 et 42, le Comité consultatif recommande que les changements apportés aux effectifs et aux ressources demandées au titre du personnel civil soient approuvés pour l'exercice 2017/18.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2016/17</i>	<i>Montant proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
224 653 400	217 831 000	(6 822 400)

44. Le montant prévu des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 s'élève à 217 831 000 dollars, soit une diminution de 6 822 400 dollars (3 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016/17. Une analyse des variations est présentée aux alinéas c) à g) du paragraphe 28 et au paragraphe 29 ci-dessus, ainsi que dans la section III du rapport.

Consultants

45. Les ressources demandées au titre des consultants s'élèvent à 389 900 dollars pour 2017/18, soit une augmentation de 241 000 dollars (161,8 %), dont un montant de 216 000 dollars correspondant à la contribution de l'Opération au Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques ainsi qu'un montant consacré aux consultants chargés de la formation (ibid., par. 93 et 111). Le Comité consultatif a été informé qu'un montant de 148 900 dollars avait été alloué aux consultants pour l'exercice 2016/17 et qu'au 31 janvier 2017, seulement 46 200 dollars (31 %) avaient été dépensés. **Compte tenu de la sous-utilisation des ressources allouées au titre des consultants par le passé, le Comité consultatif recommande de réduire de 40 % le montant des ressources demandées à cette rubrique et de le ramener à 233 900 dollars.**

Voyages

46. Les ressources demandées au titre des voyages s'élèvent à 4 056 000 pour l'exercice 2017/18, soit une diminution de 44 400 dollars (1,1 %). Ce chiffre comprend un montant de 1 506 000 dollars, réservé aux voyages aux fins de la formation, à l'intérieur et à l'extérieur de la mission. Le Comité consultatif a demandé des précisions sur certaines rubriques et a été informé que certains chiffres avaient été calculés de façon erronée. Par exemple, le coût des ateliers à Brindisi a été surestimé à hauteur de 3 040 dollars, la durée du voyage n'étant que de 5 jours, et non de 15 jours comme dans le calcul du Secrétariat; de même, les frais de voyage des groupes d'experts ont été surestimés de 126 000 dollars, la durée du voyage étant de 4 jours seulement, et non de 40 jours comme dans le calcul. En outre, le Comité consultatif a reçu une liste des voyages nécessaires aux fins de l'Opération pour l'exercice 2017/18 et considère que certains voyages ne sont pas dûment justifiés ou pourraient être combinés pour réaliser des gains d'efficacité. Par exemple, un montant de 17 072 dollars est demandé pour deux voyages distincts à New York d'un membre du personnel de la Section des services essentiels (Bureau du Chef du pilier Services), un voyage d'une durée de 10 jours et l'autre de 14 jours, pour des réunions et consultations relatives à des questions de contrat. Le Comité a été informé que le but principal de ces voyages serait de tenir des réunions du personnel de la MINUAD avec le personnel à la Division des achats au Siège, à New York.

47. Le Comité consultatif s'est interrogé sur la nécessité de deux voyages distincts vers la même destination et dans le même objectif. Il a été informé, après s'en être enquis, que tout était fait pour combiner les voyages autant que possible mais que chaque voyage proposé avait une fin et un calendrier propres et que la plupart des voyages prévus par la MINUAD ne pouvaient donc pas être combinés. Ayant

demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que la question de savoir si un voyage était considéré comme mené dans la zone de la mission ou en dehors dépendait de la zone des opérations concernées. Il a été informé qu'un voyage était considéré comme « intérieur à la mission », s'il était effectué dans la zone des opérations de la mission, mais aussi vers certaines destinations hors du Soudan où la MINUAD avait de bases, comme Addis-Abeba, Doha et Entebbe (Ouganda).

48. Pour ce qui est des voyages aux fins d'ateliers, retraites et autres activités, comme les réunions administratives, le Comité consultatif réitère qu'il est d'avis que ce type d'activités doit être mené sur les sites de l'Opération, à chaque fois que c'est possible. De plus, il est d'avis que, par principe, l'Opération devrait faire un meilleur usage des autres moyens de communication, y compris en recourant plus fréquemment aux vidéoconférences, conférences téléphoniques et webcast. En particulier, il n'est pas convaincu de la nécessité des voyages au Siège de l'ONU à New York à la seule fin de réunions administratives et opérationnelles et réitère avec insistance sa recommandation selon laquelle la MINUAD devrait utiliser des moyens de télécommunication à de telles fins. En outre, le Comité regrette que les défauts susmentionnés dans la gestion des voyages persistent et rappelle les observations qu'il a faites à ce sujet, y compris dans le cadre des projets de budget pour les exercices 2016/17 (voir [A/70/742/Add.6](#), par. 46 et 47) et 2015/16 (voir [A/69/839/Add.6](#), par. 45 à 47). Compte tenu de ce qui précède ainsi que de l'erreur de calcul dans les prévisions de dépenses, le Comité recommande que les ressources demandées au titre des voyages soient réduites de 20 % et donc ramenées à 3 245 000 dollars.

49. Pour ce qui est du respect par la MINUAD de la règle de l'Organisation selon laquelle les achats doivent être effectués 16 jours à l'avance, le Comité consultatif a été informé que, pour l'exercice 2015/16, 42,8 % des réservations de voyage avaient été effectuées dans les délais, contre 38,5 % en 2014/15 (voir aussi [A/70/742/Add.6](#), par. 46). Le Comité consultatif réitère qu'il compte que la MINUAD respectera la règle des 16 jours d'avance fixée par l'Organisation et formule d'autres observations à ce sujet dans son rapport sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (voir [A/71/845](#), par. 19 à 21).

Installations et infrastructures

50. Les ressources demandées au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18 s'élèvent à 64 711 500 dollars, soit une diminution de 1 065 600 dollars (1,6 %). Le Comité consultatif a été informé que pour l'exercice 2016/17, un montant de 65 777 100 dollars avait été alloué, et qu'au 31 janvier 2017, 51 821 300 dollars (79 %) avaient été dépensés, tandis que pendant l'exercice 2015/16, 64 083 100 dollars (75 %) des 85 612 500 dollars alloués avaient été utilisés. Le Secrétaire général indique que les ressources demandées doivent financer, entre autres, la mise en œuvre de 12 projets de construction, de rénovation et d'aménagement, dont la construction et l'entretien de 112 kilomètres de routes, de 5 aérodromes et de 37 aires d'atterrissage pour hélicoptères. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les projets prévus pour 2017/18 comprenaient l'installation de portails à tourniquet aux entrées piétonnières, de systèmes intelligents de pompage de l'eau fonctionnant à l'énergie solaire, de systèmes de récupération des eaux de pluie sur les modules d'hébergement et de bureaux préfabriqués, de systèmes d'écoulement par gravité dans 20 sites et de stations d'épuration des eaux usées.

51. Le Comité consultatif a été informé que les ressources demandées devaient également servir à l'achat, pour un montant de 2 771 900 dollars, de groupes électrogènes et de matériel électrique, en particulier de 20 groupes électrogènes industriels pour remplacer les anciens. Ayant demandé des renseignements complémentaires, il a été informé que les groupes électrogènes ne pouvant être réparés seraient remplacés pour moderniser les centrales énergétiques principales qui approvisionnent en électricité les équipements informatiques et de télécommunications importants et sensibles dans l'ensemble des cinq secteurs.

52. Il a été indiqué au Comité que les ressources demandées au titre des installations et infrastructures devaient également couvrir des dépenses relatives à des services d'architecture et de démolition estimées à 2 390 000 dollars. Un montant de 2 550 000 dollars avait été alloué à cet effet pour l'exercice 2016/17, mais au 31 janvier 2017, aucune dépense n'avait été engagée. En ce qui concerne l'exercice 2015/16, un crédit 2 538 300 dollars avait été ouvert, dont 397 500 dollars seulement (15,7 %) avaient été utilisés. Le Comité a été informé qu'en l'occurrence, la sous-utilisation des crédits était en partie due à l'annulation de la deuxième phase du projet relatif à la centrale solaire. Ayant demandé des précisions, il a été informé qu'aucune dépense relative à des services d'architecture ou de démolition n'avait été engagée pour un certain nombre de raisons, dont les suivantes : la construction des héliports n'avait pas encore commencé, la fermeture d'une base d'opérations avait été assurée en interne tandis que la fermeture d'une deuxième base avait été reportée à la fin de l'exercice 2016/17, et le projet de construction d'un terminal sur la bande d'atterrissage de Chaoua n'avait pu être lancé pour des raisons de sécurité. S'agissant des ressources demandées pour couvrir ce type de dépenses pendant l'exercice 2017/18, le Comité a été informé qu'elles comprenaient un montant de 400 000 dollars pour achever la conception et le développement de la centrale solaire devant être construite au quartier général de la MINUAD à El Fasher, phase du projet qui avait été reportée (voir également par. 64 ci-dessous).

53. Compte tenu de la sous-utilisation des ressources allouées au titre des installations et infrastructures par le passé et de la lenteur des progrès accomplis en ce qui concerne les projets de construction et d'autres activités connexes, ainsi que des difficultés auxquelles l'Opération continue de faire face, le Comité consultatif se demande si les ressources demandées seront intégralement utilisées pendant l'exercice 2017/18. Le Comité recommande donc de réduire de 10 %, soit de 6 471 200 dollars, le montant proposé au titre des installations et infrastructures.

Transports terrestres

54. Les ressources nécessaires pour les transports terrestres s'élèvent à 9 891 600 dollars, soit une diminution de 1 205 300 dollars (10,9 %) par rapport au crédit ouvert pour 2016/2017. Le Secrétaire général indique que la MINUAD continuera d'utiliser et d'entretenir 2 155 véhicules appartenant à l'ONU (1 176 véhicules légers, 486 véhicules à usage spécial, 13 ambulances, 26 véhicules blindés et 454 autres véhicules spécialisés, remorques et accessoires) et 4 155 véhicules appartenant aux contingents. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'Opération comptait se procurer deux camions de vidange et quatre camions-citernes lourds pour un montant de 1 134 000 dollars.

55. La MINUAD a progressivement réduit son parc de véhicules légers appartenant à l'ONU, dont le nombre a été ramené de 2 956 en 2013/14 à 1 670 en 2014/15 (voir [A/70/583](#), par. 29). Le Comité consultatif a été informé qu'en 2015/16, le parc comptait 1 541 véhicules légers et que ce nombre serait encore

réduit de 365 d'ici au 30 juin 2017, pour totaliser 1 176 véhicules. Ayant demandé des informations complémentaires, le Comité a été informé que, sur ces 365 véhicules légers, environ 125 seraient mis en réserve pour utilisation future puisqu'il n'était pas prévu d'en acheter de nouveaux dans les prochains exercices budgétaires. Le Comité a également été informé qu'une évaluation des 240 véhicules restants serait faite pendant l'exercice en cours et qu'il serait décidé soit de les considérer comme excédentaires, soit de les céder et de les sortir du bilan. Le Comité a en outre été informé qu'en janvier 2017, la majorité des véhicules légers du parc avaient déjà été entièrement amortis ou presque, leur valeur comptable nette étant nulle ou proche de zéro. Il serait donc financièrement plus avantageux de comptabiliser en pertes les véhicules excédentaires et de les céder plutôt que de les transférer à d'autres missions, compte tenu du coût élevé du fret terrestre et maritime que cela occasionnerait.

56. À cet égard, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2018, l'Opération prévoyait d'utiliser un total de 330 véhicules légers appartenant à l'ONU. D'après des renseignements complémentaires qui lui ont été fournis, il note que sur 12 catégories de véhicules destinés au personnel civil et militaire, 6 présentent un coefficient véhicules/effectifs supérieur aux coefficients standard. **Le Comité consultatif se félicite des efforts accomplis ces dernières années pour réduire le parc de véhicules de l'Opération et compte qu'une action concertée se poursuivra en vue d'atteindre les coefficients standard prescrits.**

Communications

57. Les ressources demandées au titre des communications s'élèvent à 18 500 000 dollars, soit une diminution de 3 226 700 dollars (14,9 %) par rapport au crédit ouvert pour 2016/2017. Le Comité consultatif a été informé qu'un montant de 21 727 200 dollars avait été alloué à cet effet pour l'exercice 2016/17, et qu'au 31 janvier 2017, 12 337 800 millions de dollars (57 %), avaient été dépensés. En 2015/16, sur les 25 850 300 dollars alloués, 15 842 300 dollars (38,7 %) avaient été utilisés. Il a été indiqué au Comité qu'un montant de 1 619 600 dollars était demandé au titre des services d'information, mais que les services de radiodiffusion étaient suspendus à la délivrance d'une licence par le pays hôte. Le Comité a également été informé qu'une enveloppe de 1 850 600 dollars avait été allouée aux services d'information pour l'exercice en cours, et qu'au 31 janvier 2017, 381 900 dollars (21 %) avaient été dépensés. En comparaison, pendant l'exercice 2015/16, sur un crédit de 2 250 400 dollars, seuls 383 200 dollars (17 %) avaient été dépensés.

58. Compte tenu de la sous-utilisation des ressources allouées au titre des communications par le passé, le Comité consultatif recommande de diminuer de 2 500 000 dollars les ressources prévues à cet effet.

Services informatiques

59. Le Comité a été informé que dans le cadre de la rubrique Informatique, les ressources demandées pour les services informatiques s'élevaient à 7 144 000 dollars, soit une augmentation de 2 880 000 dollars (67,5 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17, à savoir 4 264 000 millions de dollars. Le Comité consultatif a aussi été informé qu'au 31 janvier 2017, seuls 2 797 400 dollars (66 %) de ce budget avaient été dépensés. **Compte tenu de la sous-utilisation des crédits relatifs aux services informatiques par le passé, le Comité consultatif recommande de diminuer de 20 %, c'est-à-dire de 1 428 800 dollars, le montant demandé au titre de cette rubrique.**

Fournitures, services et matériel divers

60. Les ressources nécessaires au titre des fournitures, services et matériel divers s'élèvent à 31 897 500 dollars, soit une augmentation de 1 386 600 dollars (4,5 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016/17. Concernant la rubrique Fret et dépenses connexes diverses, le Comité consultatif a été informé que le crédit de 3 427 700 dollars alloué pour l'exercice 2016/17 avait été sous-utilisé et qu'au 31 janvier 2017, seuls 1 004 000 dollars (29 %) avaient été dépensés. Pour l'exercice 2015/16, le montant correspondant était de 5 624 900 dollars, dont 4 584 600 dollars (81,5 %) avaient été utilisés. Le Comité note que les ressources demandées au titre de ladite rubrique sont destinées à couvrir les frais de transit liés au transport, assuré par des tiers, de matériel entre Port Soudan et diverses localités au Darfour. Ayant demandé des renseignements complémentaires, il a été informé qu'environ 200 chargements attendaient, certains depuis plusieurs années, leur dédouanement à Port-Soudan. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu qu'il soit nécessaire d'affecter davantage de ressources aux services de transport assurés par des tiers et recommande que le montant demandé à cet effet soit le même que celui alloué pour l'exercice 2016/17, à savoir 3 427 700 dollars.**

61. Le projet de budget présenté par le Secrétaire général au titre des fournitures, services et matériel divers comprend également un montant de 8 246 500 dollars aux fins de la détection des mines et du déminage, montant qui couvre les dépenses afférentes au personnel recruté sur les plans international et national, aux contrats passés et aux subventions octroyées au titre de l'établissement de levés des restes explosifs de guerre, de leur neutralisation et de la sensibilisation aux risques qu'ils présentent, au matériel de déminage des restes explosifs de guerre, au matériel de bureau et aux dépenses opérationnelles, ainsi qu'aux frais d'appui et de gestion à régler au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (voir [A/71/775](#), par. 96 et 97). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que pour l'exercice 2017/18, les réalisations escomptées étaient notamment les suivantes : enquêtes techniques sur les sites soupçonnés d'être contaminés; localisation et élimination en toute sécurité des restes explosifs de guerre, y compris des dispositifs périmés, abandonnés et non explosés; sensibilisation du personnel de la mission et de la population locale aux risques; formation du personnel du Centre national de lutte antimines. Le Comité consultatif formule d'autres observations sur la question des services de déminage dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

62. Les ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers comprennent également un montant de 2 900 000 dollars destiné aux autres activités de programme, y compris un programme de contrôle des armes détenues par des civils visant à organiser des formations sur les risques que présentent les armes, à sensibiliser la population à ce sujet et à appuyer l'initiative de contrôle des armes mise en place par le Gouvernement soudanais, un dispositif d'appui à la réinsertion visant à soutenir la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, des projets de stabilisation des communautés visant à stabiliser les communautés et à consolider les acquis en la matière en vue de réduire la violence armée au Darfour, et des activités en lien avec l'état de droit visant à appuyer le rétablissement de la chaîne pénale dans les États du Darfour central et du Darfour méridional, à renforcer les capacités des tribunaux ruraux de connaître des litiges fonciers et d'autres facteurs de conflit, et à former le personnel pénitentiaire du Gouvernement soudanais à l'application des instructions permanentes pour la gestion et l'administration des prisons (voir [A/71/775](#), par. 98 et 99). Le Comité consultatif fait des observations d'ensemble sur les activités de programme dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

63. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 45, 48, 53, 58, 59 et 60 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2017/18 soient approuvés.

Questions diverses

Gestion de l'environnement

64. Le Secrétaire général indique que la MINUAD prévoit de passer à des systèmes d'adduction d'eau fonctionnant à l'énergie solaire et à des systèmes de pompage par gravité, ainsi que de construire des systèmes de captage des eaux de pluie afin d'augmenter ses réserves d'eau stratégiques en construisant dans des lieux stratégiques (voir [A/71/775](#), par. 26 à 28). En outre, l'Opération a proposé la mise en place progressive de capacités de production d'énergie solaire et compte lancer la phase de conception et de développement du projet de centrale solaire. Le Comité note toutefois que la MINUAD prévoit en même temps d'acheter, en 2017/18, 20 nouveaux groupes électrogènes industriels fonctionnant avec des combustibles fossiles, en remplacement de ses vieux appareils, afin de moderniser ses principales centrales énergétiques (voir par. 51 ci-dessus). **Le Comité consultatif est préoccupé par le fait que les initiatives de la mission dans le domaine de l'environnement, en particulier en ce qui concerne la production d'énergie solaire, peinent toujours à progresser et en restent pour la plupart au stade de la planification. Le Comité rappelle qu'il a demandé instamment à l'Opération d'intensifier ses efforts dans le domaine et de privilégier les sources d'énergie renouvelables (voir [A/70/742/Add.6](#), par. 58, et [A/69/839/Add.6](#), par. 62). Il compte que la MINUAD redoublera d'efforts pour atténuer son impact écologique global, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans ses résolutions [69/307](#) et [70/286](#). Il formule d'autres observations sur les questions environnementales qui se rapportent aux opérations de maintien de la paix dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).**

Gains d'efficacité attribuables à la mise en service d'Umoja

65. Le Secrétaire général indique qu'Umoja permettrait d'économiser un montant de 561 400 dollars du fait de la suppression de 5 postes d'assistant chargé des ressources humaines à laquelle il est proposé de procéder (3 SM et 2 GN), en raison du transfert des fonctions attachées à ces postes au Centre de services régional d'Entebbe (voir [A/71/775](#), par. 89). Ayant demandé des précisions sur les gains d'efficacité réalisés dans l'ensemble, le Comité a été informé que le Centre de services régional d'Entebbe se chargeait désormais du traitement et du règlement des factures de façon à accélérer le paiement et ainsi aider la mission à bénéficier des escomptes pour règlement rapide accordés par les fournisseurs. Il a également été informé que la tendance constatée au cours des derniers exercices montrait que les factures étaient réglées promptement, ouvrant ainsi droit au versement d'un escompte (voir tableau ci-dessous).

Escomptes pour règlement anticipé des factures

(En dollars É.-U.)

Exercice	Valeur totale des factures	Escompte obtenu	
		Montant	Pourcentage
2016/17	73 669 062	279 335	0,38

<i>Exercice</i>	<i>Valeur totale des factures</i>	<i>Escompte obtenu</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
2015/16	132 512 332	494 395	0,37
2014/15	163 048 114	501 621	0,31
2013/14	162 572 946	350 298	0,22

Le Comité consultatif estime que les gains d'efficacité signalés, à savoir la suppression de postes et le transfert des fonctions correspondantes vers un autre lieu, ou les escomptes pour règlement anticipé, relèvent en réalité du fonctionnement ordinaire de la mission et font dès lors partie des résultats attendus dans le cadre d'une gestion d'ensemble efficace.

66. Le Comité consultatif formule d'autres observations s'agissant d'Umoja dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

V. Conclusion

67. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 figurent au paragraphe 107 du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MINUAD ([A/71/642](#)). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 58 048 500 dollars de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016, ainsi que les autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2016, d'un montant de 26 424 000 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

68. Les mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 figurent au paragraphe 119 du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget ([A/71/775](#)). **Compte tenu des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 37, 38, 40, 41, 42, 45, 48, 53, 58, 59 et 60 ci-dessus, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver l'ouverture de crédits d'un montant de 1 016 716 500 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de l'Opération.**

Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/642](#))
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/775](#))

- Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et rapport du Comité des commissaires aux comptes, volume II (Opérations de maintien de la paix des Nations Unies) [[A/71/5 \(Vol. II\)](#)]
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 ([A/71/845](#))
- Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour : Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/70/742/Add.6](#))
- Résolution [2296 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité
- Résolution [70/284](#) de l'Assemblée générale sur le financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

Annexe

**Récapitulatif des modifications proposées au tableau
d'effectifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations
Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017
au 30 juin 2018**

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Direction exécutive et administration				
Bureau du Représentant spécial conjoint	-1	P-3	Transfert	Destination : Bureau du Chef de cabinet
Total partiel	-1			
Bureau du Chef de cabinet	+1	P-3	Transfert	Origine : Bureau du Représentant spécial conjoint
Total partiel	+1			
Total (Direction exécutive et administration)	–			
Composante 1 : appui au processus de médiation				
Division de l'information et de la communication	+1	P-4	Réaffectation	Origine : Division de l'information et de la communication
Total partiel	+1			
Bureau de liaison de Khartoum	-1	P-4	Réaffectation	Destination : Division de l'information et de la communication
	-1	SM	Transfert	Destination : Groupe de la gestion des risques et de la conformité
Total partiel	-2			
Total (composante 1)	-1			
Composante 4 : appui				
Bureau du Directeur de l'appui à la mission				
Équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission	-1	P-4	Réaffectation	Destination : Groupe de la sécurité du travail et de l'environnement
	+2	SM	Transfert	Origine : Bureaux de secteur
Total partiel	+1			
Bureaux de secteur	-1	P-5	Réaffectation	Destination : Section des transports aériens (pilier Services)
	-4	P-5	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-1	P-4	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	P-3	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-1	P-3	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	-2	SM	Transfert	Destination : Équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission
	-6	SM	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-6	AN	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-20	GN	Transfert	Destination : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	-42			
Section du budget et des finances	+1	P-5	Transfert	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+1	P-4	Transfert	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+2	P-3	Transfert	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+7	SM	Transfert	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+11	GN	Transfert	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	+22			
Section de la gestion des ressources humaines	+1	P-5	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+2	P-4	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+3	P-3	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+17	SM	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+1	AN	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+29	GN	Transfert	Origine : Section des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	+53			
Groupe de la qualité de vie	+1	P-4	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+6	P-3	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-1	P-3	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+2	SM	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+10	AN	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+1	AN	Transformation	D'un poste P-3
	+8	GN	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+2	VNU	Transfert	Origine : Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	+29			
Section de la gestion des marchés	-1	SM	Transformation	En poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
Total partiel	–			
Total partiel (Bureau du Directeur de l'appui à la mission)	+63			
Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission				
Section des ressources humaines	-1	P-5	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-2	P-4	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-3	P-3	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-17	SM	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-3	SM	Suppression	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	AN	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-29	GN	Transfert	Destination : Section de la gestion des ressources humaines relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-2	GN	Suppression	
Total partiel	-58			
Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie	-1	P-4	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-6	P-3	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-2	SM	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-10	AN	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-8	GN	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-2	VNU	Transfert	Destination : Groupe de la qualité de vie relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
Total partiel	-29			
Centre d'appui à la mission	-3	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+3	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
Total partiel	—			
Section du budget et des finances	-1	P-5	Transfert	Destination : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-1	P-4	Transfert	Destination : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-2	P-3	Transfert	Destination : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-1	P-3	Réaffectation	Destination : Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	-7	SM	Transfert	Destination : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-1	AN	Transfert	Destination : Bureaux de secteur

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-11	GN	Transfert	Destination : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	-1	GN	Transfert	Destination : Bureaux de secteur
	-2	GN	Réaffectation	Destination : Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel	-27			
Groupe du courrier, de la valise diplomatique et des archives	+2	SM	Transfert	Origine : Bureau du Responsable du pôle administratif
	+9	GN	Transfert	Origine : Bureau du Responsable du pôle administratif
Total partiel	+11			
Section des aspects opérationnels de l'informatique et des communications	-4	SM	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	-3	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-8	GN	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	+3	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
	-4	VNU	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel	-16			
Bureaux de secteur	+4	P-5	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+1	P-4	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+1	P-3	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+6	SM	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+6	AN	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+1	AN	Transfert	Origine : Section du budget et des finances
	+20	GN	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+1	GN	Transfert	Origine : Section du budget et des finances
Total partiel	+40			
Total partiel (Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission)	-79			
Bureau du Responsable du pôle administratif				
Groupe du courrier, de la valise diplomatique et des archives	-2	SM	Transfert	Destination : Groupe du courrier, de la valise diplomatique et des archives relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-9	GN	Transfert	Destination : Groupe du courrier, de la valise diplomatique et des archives relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	-11			
Groupe de la gestion des risques et de la conformité	+1	SM	Transfert	Origine : Bureau de liaison de Khartoum relevant de la composante Appui au processus de médiation
Total partiel	+1			
Groupe de la sécurité au travail et de l'environnement	+1	P-4	Réaffectation	Origine : Équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission
Total partiel	+1			
Total partiel (Bureau du Responsable du pôle administratif)	-9			
Pilier Services				
Bureau du responsable des services	+1	P-5	Réaffectation	Origine : Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
	+1	P-3	Transfert	Origine : Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
	+2	SM	Transfert	Origine : Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
	+10	GN	Transfert	Origine : Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
Total partiel	+14			
Section de la mobilité	-1	P-5	Transfert	Destination : Section des transports
	-1	P-4	Transfert	Destination : Section des transports
	-1	P-4	Transfert	Destination : Section des transports aériens
	-5	P-3	Transfert	Destination : Section des transports aériens
	-2	P-3	Transfert	Destination : Section des transports
	-4	P-2	Transfert	Destination : Section des transports aériens
	-18	SM	Transfert	Destination : Section des transports aériens
	-31	SM	Transfert	Destination : Section des transports
	-12	AN	Transfert	Destination : Section des transports aériens

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-5	AN	Transfert	Destination : Section des transports
	-24	GN	Transfert	Destination : Section des transports aériens
	-233	GN	Transfert	Destination : Section des transports
	-1	GN	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	-8	VNU	Transfert	Destination : Section des transports aériens
Total partiel	-346			
Section des transports aériens	+1	P-5	Réaffectation	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+1	P-4	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+5	P-3	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	-1	P-3	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+4	P-2	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	-1	P-2	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+18	SM	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+12	AN	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+2	AN	Transformation	D'un poste P-3 et d'un poste P-2
	+24	GN	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+8	VNU	Transfert	Origine : Section de la mobilité
Total partiel	+73			
Section des transports	+1	P-5	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+1	P-4	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+2	P-3	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+31	SM	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	-2	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+5	AN	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+233	GN	Transfert	Origine : Section de la mobilité
	+2	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
Total partiel	+273			
Section des services médicaux et de la sécurité sanitaire	-2	GN	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel	-2			
Section du génie	-2	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-22	GN	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	+2	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-4	VNU	Transfert	Destination : Section de l'entrepasage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel	-26			
Section des services essentiels	+1	P-4	Réaffectation	Origine : Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement
	-11	SM	Transfert	Destination : Section de l'entrepasage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	-3	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-5	GN	Transfert	Destination : Section de l'entrepasage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
	+3	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
	-3	VNU	Transfert	Destination : Section de l'entrepasage intégré (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel	-18			
Groupe de la gestion des installations	-1	P-3 (PT)	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national financé à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions)
	+1	AN (PT)	Transformation	D'un poste P-3 financé à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions)
Total partiel	-			
Total partiel (pilier Services)	-32			
Pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement				
Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	-1	P-5	Réaffectation	Destination : Bureau du responsable des services
	-1	P-4	Réaffectation	Destination : Section des services essentiels (pilier Services)
	-1	P-3	Transfert	Destination : Bureau du responsable des services
	-2	SM	Transfert	Destination : Bureau du responsable des services
	-1	SM	Transformation	En poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-10	GN	Transfert	Destination : Bureau du responsable des services
	+1	GN	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
Total partiel	-15			
Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU	-1	P-2	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-15	SM	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré
	-5	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	AN	Transformation	D'un poste P-2
	-17	GN	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré
	+5	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
	-2	VNU	Transfert	Destination : Section de l'entreposage intégré
Total partiel	-34			
Section du contrôle des mouvements	-2	SM	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+2	GN	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
Total partiel	—			
Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat	+1	P-3	Réaffectation	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-1	P-3	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+1	SM	Réaffectation	Origine : Section de la sécurité et de la sûreté
	+1	AN	Transformation	D'un poste P-3
	+2	GN	Réaffectation	Origine : Section du budget et des finances relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	+4			
Section de l'entreposage intégré	+1	P-3	Transfert	Origine : Bureaux de secteur relevant du Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+4	SM	Transfert	Origine : Section des aspects opérationnels de l'informatique et des communications relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+11	SM	Transfert	Origine : Section des services essentiels (pilier Services)
	+15	SM	Transfert	Origine : Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU
	+8	GN	Transfert	Origine : Section des aspects opérationnels de l'informatique et des communications relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+1	GN	Transfert	Origine : Section de la mobilité (pilier Services)
	+2	GN	Transfert	Origine : Section des services médicaux et de la sécurité sanitaire (pilier Services)
	+22	GN	Transfert	Origine : Section du génie (pilier Services)

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+5	GN	Transfert	Origine : Section des services essentiels (pilier Services)
	+17	GN	Transfert	Origine : Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU
	+4	VNU	Transfert	Origine : Section des aspects opérationnels de l'informatique et des communications relevant du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+4	VNU	Transfert	Origine : Section du génie (pilier Services)
	+3	VNU	Transfert	Origine : Section des services essentiels (pilier Services)
	+2	VNU	Transfert	Origine : Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU
Total partiel	+99			
Total partiel (gestion de la chaîne logistique)	+54			
Mécanisme de coopération pour la sécurité du personnel et Section de la sécurité et de la sûreté	-1	SM	Réaffectation	Destination : Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat (pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement)
Total partiel (Mécanisme de coopération pour la sécurité du personnel et Section de la sécurité et de la sûreté)	-1			
Total (composante 4)	-4			
Total général	-5			

Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national, GN = agent des services généraux recruté sur le plan national, PT = personnel temporaire (autre que pour les réunions), SM = agent du Service mobile, VNU = Volontaire des Nations Unies.